

5^e RENCONTRES NATIONALES

ÉNERGIE & TERRITOIRES RURAUX
2, 3 & 4 SEPT. 2015

Vers des territoires à énergie positive

Synthèse de l'atelier 2

GOVERNANCE TERRITORIALE DE L'ÉNERGIE

Mettre en cohérence les stratégies et les leviers d'actions des collectivités et acteurs locaux

Responsable de l'atelier et de la restitution :

Raphaël CLAUSTRE,
Délégué général du CLER

Intervenants :

Guy HOURCABIE, Président du SIEEEN et de l'ALE de la Nièvre
Philippe DUTRUC, Président du directoire de Seolis
Emmanuel JULIEN, Président du directoire de SERGIES
Patrick SAULTIER, Directeur général d'IDSE

Notre atelier a porté sur le thème de la gouvernance, en l'approchant comme la manière d'organiser les différents acteurs du territoire, les outils à disposition, pour atteindre les orientations politiques. L'atelier a montré des exemples contrastés, tantôt répliquables tantôt spécifiques à une situation, mais toujours sources d'inspiration.

L'entreprise locale de distribution (ELD) SEOLIS a montré comment, en étant le « bras armé » des collectivités regroupées au sein du Syndicat Intercommunal d'Énergies des Deux-Sèvres, elle est naturellement et **structurellement en phase avec les décisions politiques locales**. Mais cette situation n'est pas le cas général puisque la création de nouvelle ELD est interdite par la loi, ce qui a été largement regretté par la salle. Si la levée de cette interdiction est partagée, le niveau d'action d'éventuelles futures ELD fait débat : au libre choix des territoires ou sur des mailles suffisamment grandes pour assurer des liens urbain – rural et des économies d'échelle ?

Le SIEEEN, syndicat de la Nièvre agit lui dans une situation de droit commun. Il a montré comment l'ingénierie pouvait être mobilisée au **service des territoires**, et comment le département s'organisait, pour la renforcer, et mieux coordonner son offre d'ingénierie. La liste des actions menées par le SIEEEN au service des territoires a suscité beaucoup

d'envies : économies d'énergie, énergies renouvelables (électricité ou chaleur), ingénierie mutualisée, financement participatif, précarité énergétique et même accompagnement dans le montage des dossiers TEPCV. De nombreux représentants de collectivités ont exprimé leur besoin d'un service similaire. A cette demande, la réponse principale a été : mobilisez, sollicitez votre syndicat d'énergie.

La SEM Sergies, elle aussi liée à une ELD (Syndicat Energies Vienne), a montré comment au sein d'un groupe à l'architecture sophistiquée, des acteurs très différents peuvent tous contribuer au succès des actions territoriales. Par exemple, de grandes entreprises de délégation de service public ne peuvent pas être accueillies dans le capital de l'ELD ou de la SEM au risque d'en déséquilibrer la gouvernance. Mais elles sont les bienvenues dans les sociétés de projet que crée la SEM. Cela permet de travailler avec tous les acteurs sans s'aliéner leurs concurrents et sans compromettre sa liberté d'action. De même, d'autres SEM, agissant sur d'autres territoires viennent participer au capital pour diversifier leur portefeuille de projets, apprendre les uns des autres ou simplement en soutien des SEM « soeurs » dont les projets et statuts convergent. Autrement dit, **il est possible de travailler avec tout le monde pour peu que chacun occupe la bonne place dans une logique de bonne gouvernance**. Dans la même logique, Sergies a montré la maturité et la diversité des solutions de participation financière aux projets. Différentes situations ont conduit la SEM à faire appel à un large éventail de solutions en matière de financement via des obligations avec lumo, des comptes à terme au crédit agricole et du financement citoyen en fonds propres avec énergie partagée.

Enfin l'expérience de l'île de Sein a permis d'approfondir le rôle des citoyens, et de renverser la vision habituellement présentée : il ne s'agit souvent pas de mobiliser les habitants mais les élus ! Car si les représentants des territoires engagés aujourd'hui sont pris en exemple, les engagements forts des collectivités sont encore loin d'être la norme. Lorsque les situations sont bloquées, il nous a été rappelé par les participants que dans les casseroles l'eau bout par le fond... **La place donnée aux habitants, aux citoyens dans la gouvernance, dans la définition des politiques et leur mise en œuvre est apparue comme très insuffisante**. Aussi l'atelier a montré l'**importance d'associer d'avantage les habitants dans une logique de coopération avec les élus**, représentants de la collectivité, qui assurent que les projets soient ambitieux et à des échelles satisfaisantes. De même, le rôle et l'intégration à la gouvernance des acteurs du territoire que sont **les agriculteurs, les entreprises, les associations** ont souvent été mentionnés.

En plus de cette place des citoyens dans la gouvernance, **le chantier de travail qui s'est dessiné est celui de l'articulation des différentes échelles** pour assurer la cohérence des actions, éviter les redondances, mobiliser correctement les acteurs nationaux (ADEME, DREAL, ...) et les différents niveaux de collectivités territoriales. C'est d'autant plus important dans le contexte d'une nouvelle organisation territoriale.